

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1655 - 30 janvier 1992 - 5,50 F

D 1655 PÉROU: APPAUVRISSMENT ET DETTE EXTÉRIEURE

La désagrégation continue du pays depuis une dizaine d'années est particulièrement impressionnante si l'on rappelle, par exemple, que 70% des Péruviens vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté, dont 30% dans l'indigence absolue. Aux prises avec le trafic de drogue, les épidémies liées au déficit nutritionnel de la population, la corruption de la haute administration, la guérilla et sa répression (cf. DIAL D 1566), le Pérou est en outre lourdement grevé par sa dette extérieure (cf. DIAL D 1058).

Le dossier ci-dessous, qui émane du groupe "Pérou Solidarité Forum" de Montpellier et qui est destiné aux milieux parlementaires français, nous a semblé particulièrement significatif de la situation péruvienne. Les exemples donnés dans ce dossier sur la façon dont "la population met en oeuvre ses propres solutions" illustrent exactement, par le concret, les constats récents de la Banque mondiale sur la nécessité de "mettre à profit la force de travail des pauvres" pour une nouvelle stratégie du développement économique intégrant la justice sociale (cf. DIAL D 1650).

Note DIAL

LA DETTE DU PÉROU

Un pays à la dérive

Le Pérou, quatrième pays de l'Amérique du Sud (1) par sa population (23 millions d'habitants), se désagrège; il tombe dans l'abîme.

Gangrené par la misère:

- 70% des péruviens vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont 30% dans l'indigence absolue, selon une source de l'ONU.

Déstabilisé par la violence des mouvements insurrectionnels (en particulier par le groupe terroriste "Sentier lumineux") et par la répression des forces de l'ordre:

- 21000 victimes depuis onze ans, des dégâts matériels importants et des attentats qui placent le Pérou en tête des pays à très grande insécurité.

Haut-lieu de la production et du trafic de la drogue:

- 60% des feuilles de coca produites dans le monde proviennent du piémont amazonien des Andes péruviennes.

Affaibli par des épidémies qui semblaient appartenir au passé:

- non seulement le choléra qui récemment a fait plusieurs milliers de morts, mais la tuberculose, la malaria, la leishmaniose...

Prisonnier de la corruption à tous les niveaux:

- en particulier, le scandale financier entre la Banque centrale du Pérou et la Banque de crédit et de commerce international (B.C.C.I) où trempent des personnalités politiques dont l'ex-président de la République, compromet la confiance entre citoyens.

Empêtré dans un interminable conflit avec son voisin du Nord à cause de 78 km. de frontière qui sont en litige.

Tous ces maux, dont la liste semble sans fin, ont la même origine: la crise économique sans précédent que, depuis plusieurs années, endure ce pays pourtant si riche en ressources de toutes sortes.

Le gouvernement actuel du président Alberto Fujimori, élu démocratiquement en 1990, a choisi comme solution principale et prioritaire pour sortir de la crise, la réinsertion du pays dans la communauté financière internationale. Il en avait été banni, il y a cinq ans, suite à la décision de l'ex-président Alan Garcia de ne consacrer que 10% des recettes d'exportations au remboursement de la dette.

Après quatorze mois de difficiles négociations avec ses créanciers des institutions multilatérales de financement - Fonds monétaire international (F.M.I.), Banque mondiale (B.M.), Banque interaméricaine de développement (B.I.D.), Club de Paris, etc. - grâce aux efforts courageux entrepris par son gouvernement, le Pérou a finalement obtenu un traitement de faveur qui va lui permettre d'être réintégré au sein de cette communauté financière internationale. Mais à quel prix!

Est-ce vraiment la solution?

Le Pérou a dû se soumettre, sans aucun ménagement, aux diktats des programmes d'ajustement du F.M.I., aux réformes structurelles imposées par la B.M. et la B.I.D., à la politique de lutte anti-drogue dessinée par les Etats-Unis et autres "plans de référence". Tous convergent vers un plan de stabilisation économique parrainé par le F.M.I. et appliqué à la lettre par le gouvernement du président Alberto Fujimori, qui est le plus sévère jamais mis en oeuvre dans le monde depuis la crise de 1981-1982, mais il n'est pas nouveau.

Libéralisation du commerce, privatisation des terres agricoles, déréglementation du système bancaire, compression du marché intérieur, production pour le marché extérieur, élévation des tarifs publics, vente des entreprises publiques, licenciement de fonctionnaires, gel des salaires, réduction des dépenses sociales... toutes ces mesures visent à "assainir" l'économie nationale afin que le Pérou redevienne bénéficiaire de crédits et puisse rembourser sa dette.

Bien que ces mesures aient entraîné un relatif contrôle de l'inflation - la moyenne mensuelle est tombée de 40 à 10% - et une forte diminution du déficit budgétaire, même si elles sont applaudies par la communauté financière internationale, elles ne font qu'aggraver la crise. En effet, il s'agit d'une récession programmée qui enlève encore plus l'économie du pays:

- Le plan en vigueur ne fait aucune place au capital et aux entrepreneurs nationaux: des secteurs qui incluent de grandes entreprises, sont poussés à la faillite en raison de la chute de la demande interne et de la libéralisation du commerce.

- La privatisation des terres détruit la structure existante de l'économie rurale et, de plus en plus, paysans appauvris et chômeurs urbains partent vers les zones productrices de coca.

- La libéralisation du système bancaire a encouragé le blanchiment des narcodollars. La Banque centrale du Pérou utilise le marché des changes informel des rues de Lima pour regarnir périodiquement ses réserves en devises (elle achèterait chaque jour 8 millions de dollars sur ce marché informel pour, entre autres, rembourser la dette!).

- La narco-économie est intimement liée à l'insurrection menée par "Sentier lumineux". Ce mouvement est parvenu, au cours des dernières années, à prendre le contrôle d'une part consistante du produit d'exportation le plus important du pays.

- La perte du pouvoir d'achat (60% en un an), le chômage (seulement 8% de la population économiquement active est adéquatement employée), l'exode rural, l'entassement dans des conditions infra-humaines d'un secteur chaque jour plus important de la population dans les bidonvilles... génèrent un climat social propice aux mouvements insurrectionnels qui y trouvent sans peine de nouveaux adeptes.

Cette politique économique est-elle compatible avec le maintien d'un système démocratique et d'un pouvoir civil? Dans les faits, l'Etat péruvien est affaibli par la tutelle du F.M.I. et l'écroulement des organismes publics qui, en abandonnant la place au "gouvernement parallèle" du mouvement insurrectionnel "Sentier lumineux", rongent plus encore l'autorité centrale.

Cette politique n'est-elle pas contradictoire avec les différents plans nationaux et nord-américains de lutte contre la drogue? Actuellement, toutes les activités souffrent de la nouvelle politique économique, sauf une: la vente de coca! Et ce n'est pas un hasard si les stratégies de "développement alternatif" dans les zones de production de coca ont échoué: les aires de cultures de substitution - maïs, riz, cacao - bénéficiant des crédits de la Banque agraire, ont diminué de 93% entre les campagnes de 1988-89 et 1990-91, passant de 101.100 ha à 6.730 ha.

Bref, au nom de la dette, le plan de stabilisation économique imposé ne permet pas la reconstruction de l'économie, mais en plus il ne fait que renforcer les deux principaux fléaux du pays: la violence insurrectionnelle, la production et le trafic de drogue.

La population met en oeuvre ses propres solutions

Face à cette solution désespérée, le peuple péruvien fait preuve d'un courage énorme pour supporter tant de sacrifices mais aussi d'une grande capacité pour créer et promouvoir ses propres solutions.

Seulement à titre d'exemple, il est opportun de signaler qu'en marge de l'Etat et de ses structures, et malgré ses politiques et autres plans de réajustement, le peuple continue à produire pour survivre. La grande partie des aliments destinés à la population urbaine sont fournis par les paysans dits "traditionnels". Par ailleurs, on estime que 52% du commerce, 56% de la confection, 48% de la fabrication des meubles, 21% de la production de chaussures, 95% des transports en commun, etc., proviennent, si les statistiques ont un sens, de l'économie informelle ou souterraine.

Autre exemple. Le prix "Prince des Asturies" qui récompense une expérience d'autogestion solidaire et de pratique démocratique valide et recommandable pour tous les peuples du globe a été remis par l'Espagne, en 1987, à Villa El Salvador, un bidonville de Lima de 300.000 habitants. En plein milieu du désert, grâce à un effort d'organisation et de gestion, une population a été capable de construire ou de mettre en oeuvre, sans l'aide de l'Etat: 34 centres éducatifs, 9 centres médicaux, 22 marchés, 2 complexes sportifs, 250 cantines ou cuisines populaires, 800 ateliers et petites industries, 40 km de rues goudronnées, 200 ha de terrains cultivables et elle y a planté plus d'un million d'arbres. Des personnalités françaises, telles que MM. Rocard et Maurois, ont pris la peine de faire un détour pour visiter ce bidonville exemplaire et Mme Danièle Mitterand y a inauguré une cantine en 1988.

Un dernier exemple. La paysannerie sait très bien que son milieu naturel, c'est-à-dire les versants et hautes vallées andines, suppose une organisation sociale de la production et un savoir technique qui leur sont propres. Elle cherche à mettre en place une "voie communautaire paysanne" de développement qui prend en compte

cette réalité andine spécifique et les exigences commerciales du monde contemporain.

Ces solutions que, malgré des difficultés énormes, le peuple péruvien est en train de mettre en oeuvre, n'ont rien à voir avec les recettes économiques imposées par les institutions financières internationales.

La France qui est directement concernée...

D'une dette dont le montant est estimé à 13 milliards de dollars - auxquels s'ajoutent les intérêts - le Pérou doit aux différents pays réunis au sein du Club de Paris 6,8 milliards de dollars, dont 1,2 milliard à la France. Cette dette du Pérou envers la France provient principalement de l'achat, durant la décennie antérieure, de quelques avions "Mirage" et autres matériels militaires.

Fort de l'effort "déterminé et héroïque" qu'est en train de faire le Pérou, son ministre de l'économie, M. Carlos Bolona, s'est présenté, en septembre dernier, au Club de Paris pour renégocier la dette de son pays. Faisant preuve de flexibilité, M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor français et président du Club de Paris, ainsi que M. Denis Samuel-Lajeunesse, le représentant français au sein du Club, ont bien voulu plaider la cause péruvienne. Contrairement à la règle d'or du Club, celui-ci accepte de considérer la reprogrammation des arriérés que le Pérou a accumulés depuis la date de rupture (cut-off).

Suite à de longues délibérations, le Pérou obtient donc un résultat favorable en ce sens qu'il devra rembourser au Club de Paris 320 millions de dollars dans un laps de temps de quinze mois à partir de janvier 1992, au lieu du milliard de dollars qui correspondait. Pour payer ce prêt, il pourra utiliser une partie du prêt de libre disponibilité que va lui donner le "Groupe de soutien". En effet, celui-ci, parrainé par les Etats-Unis et le Japon, s'est engagé, lors de la session du 9 septembre 1991 à Washington, à aider le Pérou en lui octroyant un crédit-relais de 1,16 milliard de dollars afin qu'il puisse couvrir les échéances courantes face à ses créanciers (F.M.I., B.M., B.I.D et Club de Paris), qui représentent un déboursement mensuel de 55 millions de dollars en 1991 et d'environ 90 millions en 1992. Etats-Unis et Japon apportent chacun 400 millions de dollars et ils sont secondés par l'Allemagne (135), l'Espagne (55), le Canada et le Groupe Andin (40 chacun), l'Italie (30), la Hollande (20), la France (15), la Suisse (10), la Suède, la Norvège et la Belgique (5 chacun). La "solution" à la crise se transforme donc en une source de nouvel endettement. C'est un cercle vicieux. En fait, pas un dollar n'entrera au Pérou, les nouveaux prêts étant des crédits que les institutions financières et les pays créanciers (dont la France) s'accordent à eux-mêmes, légitimant ainsi la dette en leur faveur.

... ne pourrait-elle pas promouvoir une solution différente?

Certes, le Pérou n'est pas un partenaire privilégié de la France. Comparées à celles des Etats-Unis, du Japon et de divers pays européens, les relations entre la France et le Pérou sont relativement limitées. Malgré cela, pour diverses raisons: témoignage de vie républicaine, droits de l'homme, rayonnement culturel, etc. notre pays y jouit d'un prestige et d'une estime que bien d'autres pays envient. Un seul fait probant: c'est le pays d'Amérique latine, après l'Argentine, où l'Alliance française a le plus d'élèves. Les mesures récentes prises par la France, visant à la suspension de toutes activités de coopération avec le Pérou - elles n'étaient déjà pas nombreuses - compromettent la relation qu'elle entretient avec ce pays et détériore sa propre "image de marque".

La commémoration, en 1992, du 500ème anniversaire de la "Découverte de l'Amérique" fournit l'occasion de faire un geste. La France, à partir de sa relation avec

le Pérou, ne pourrait-elle pas proposer quelque chose de différent et ainsi prendre ses distances face aux recettes classiques du F.M.I. qui écrasent le peuple péruvien, sans pour autant lui garantir un avenir plus faste? A ce propos, le F.M.I. lui-même est obligé d'admettre qu'il ne peut corroborer le succès de ses mesures de réajustement en terme de croissance et de relance de l'économie, après les avoir imposées dans soixante-dix pays.

Qu'est-ce qui empêche la France de décider et promouvoir une solution différente plus juste, plus humanitaire pour les populations des pays du Sud? Que représente la dette péruvienne dans le budget de notre Etat? Est-il vraiment "glorieux" pour la France d'exiger le remboursement de quelques "Mirage", vieux de plus de dix ans, d'un pays qui aurait tant besoin de cet argent pour se développer et sortir de la misère? Pourquoi rester à la traîne avec un prêt insignifiant de 15 millions de dollars quand les Etats-Unis et le Japon en octroient chacun 400? Dans sa relation avec le Pérou, financièrement parlant, la France ne "pèse" vraiment pas lourd face à ces deux pays!

Bref, nous sommes en présence d'une situation totalement contradictoire et de toute façon injuste: prêter pour se faire rembourser en imposant des conditions économiques qui écrasent la population, qui font chanceler la démocratie et qui favorisent la production et la vente de stupéfiants. Au lieu d'en être complice, **la France devrait donner l'exemple en décidant, pour le Pérou, la remise de sa dette.**

Cependant il ne s'agit pas de la remettre purement et simplement. L'argent ainsi épargné ne doit pas se "perdre" dans le budget de l'Etat péruvien qui, fort probablement, sera enclin à l'utiliser pour rembourser les institutions financières internationales ou d'autres pays créanciers. Si la France remet sa dette, elle peut poser ses conditions: **octroi par l'Etat péruvien de l'équivalent en monnaie locale du montant de cette dette à la société civile**, par le biais de ses nombreuses organisations populaires. Le créancier de l'Etat péruvien ne serait donc plus la France mais le peuple péruvien lui-même.

Pour le gouvernement actuel du Pérou, cela représenterait un avantage, une économie, car le remboursement ne serait plus exigé en devises étrangères fortes, mais en monnaie nationale. Pour le peuple péruvien, cela lui permettrait de renforcer, de multiplier les efforts déjà entrepris en ce qui concerne le développement d'activités internes de production (aliments et produits de première nécessité) et d'entreprendre des actions concrètes afin de récupérer des conditions de vies décentes (santé, éducation, logement, etc.)

Afin de garantir l'application concrète de cette modalité d'utilisation de la dette remise, il sera nécessaire de mettre en place des mécanismes de contrôle et de suivi; pour cela, on pourra envisager la constitution d'une commission internationale dont il faudra, avec les intéressés eux-mêmes, préciser la composition

Groupe "Dette Pérou"
Montpellier, décembre 1991

(1) 5e pays de l'Amérique latine après le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Colombie (NdE).